

4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre - cf. section 4.3		
Produit 1 : L'accès des populations à un service d'assainissement moderne et économiquement soutenable est développé et, ce faisant, la proportion d'eaux usées non traitées rejetées dans l'environnement est réduite.		
4.4.2 Contribution à la Plateforme d'Investissement pour l'Afrique (PIA)	6 500 000	172 590 000 ⁹ (dont 14 400 000 de l'UE à travers la PIA dans le cadre de la phase 1 en 2019)
Produits 2 et 3 : Les industries les plus polluantes assurent le prétraitement de leurs eaux usées et la mise en œuvre du principe pollueur-payeur contribue à couvrir les coûts d'exploitation et de maintenance des ouvrages d'assainissement.		
4.4.1 Gestion indirecte avec une entité dont les piliers ont été évalués	8 500 000	S.O.
Totaux	15 000 000	172 590 000

4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

En tant que responsable de la gestion de l'assainissement urbain au Sénégal, l'ONAS assure la maîtrise d'ouvrage du projet. A ce titre, l'ONAS a la charge de la passation des marchés, du suivi de l'exécution des travaux, du suivi technique, administratif et financier du projet.

Une unité de gestion de projet (UGP), financée par l'Etat du Sénégal, a été créée sur décision du Directeur général de l'ONAS le 15 novembre 2017. Elle est appuyée par une assistance technique à maîtrise d'ouvrage et une maîtrise d'œuvre.

Depuis le démarrage du projet, un **comité de pilotage** présidé par le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement se réunit une fois par an. Le comité de pilotage a pour objet de garantir la cohérence d'ensemble et un rythme soutenu d'exécution (identification des difficultés, points de blocage). Le COPIL a la responsabilité d'examiner et de valider les orientations (et éventuelles réorientations) de l'action, la programmation annuelle et les rapports périodiques qui lui sont présentés.

Tous les trois à six mois, un **comité technique** composé de l'ONAS, de la Direction de l'assainissement (DA), de la DEEC, des industriels et des partenaires au développement se réunit afin de présenter l'état d'avancement du projet. Outre l'avancement technique, ce comité est également en charge d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la feuille de route pollueur-payeur.

Tous les trois mois, un **comité régional de suivi** présidé par le Gouverneur de la Région de Dakar se réunit afin de présenter l'état d'avancement du projet à toutes les parties prenantes y compris les autorités locales, religieuses et coutumières ainsi que les organisations communautaires locales. Ce comité a également pour vocation de faciliter les concertations entre les différentes parties prenantes.

Cette structure est décrite précisément dans les décrets portant création, organisation et fonctionnement desdits comités. Au-delà de ces comités sont régulièrement organisées des réunions de suivi ad-hoc.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

⁹ Agence française de développement (83.26 MEUR), Invest International (50.00 MEUR), UE (14.4 MEUR), China Development Bank (14.4 MEUR), Etat du Sénégal (10.53 MEUR). La contribution de la CDB couvre uniquement des activités de la phase 1 du projet.